

Domaine Droit, Economie, Gestion Mention Droit public

Spécialité Droit public fondamental

RNCP13489 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1404, M1205, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université Toulouse 1 Capitole

<http://www.univ-tlse1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Parcours droit public fondamental :

Le titulaire de ce master peut exercer les activités suivantes:

- Il participe à des programmes de recherche sur l'évolution du droit public français.
- Il conseille, soutient et assiste les entreprises en matière juridique.
- Il aide des entreprises et administrations dans l'étude et la mise en œuvre des réformes intervenant dans les différentes matières du droit public.
- Il prévient des dangers juridiques auxquels peut être exposée l'entreprise.
- Il comprend et connaît les procédures, analyse des situations juridiques conflictuelles afin de traiter et anticiper tout contentieux en matière de droit public.
- Il étudie et analyse de façon permanente la législation, la réglementation, la jurisprudence, la théorie et les commentaires de droit.
- Il procède au montage et à l'instruction de dossiers contentieux avec des avocats ou des experts.
- Il représente l'entreprise devant les instances administratives et judiciaires.
- Il rédige ou fait rédiger des actes juridiques (contrats, conventions, accords,...).
- Il collecte des informations afin de publier des articles ou des ouvrages.

Parcours droit public France-Amérique Latine :

Le titulaire de ce master peut exercer les activités suivantes :

- Il mène des analyses juridiques complexes en droits constitutionnel, administratif, communautaire.
- Il répond aux demandes de conseils juridiques dans le cadre de relations entre l'Europe et l'Amérique latine et particulièrement l'Amérique centrale,
- Il effectue une veille juridique sur l'évolution du droit public au niveau européen et latino-américain.

- Il analyse et synthétise rapidement les questions liées à l'application du droit public et sait résoudre des problèmes juridiques complexes.
- Il anticipe les besoins juridiques ou politiques d'un Etat, d'un organisme international ou communautaire, ou de toute autre institution juridique publique.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Parcours droit public fondamental :

- Maîtriser les principales branches du droit public : droit fiscal, droit administratif, droit constitutionnel, droit international public, et l'organisation des institutions publiques ainsi que les politiques publiques (politique sanitaire et sociale, politique culturelle, politique de l'éducation et universitaire, politique de l'environnement, politique nucléaire).
- Etre expert dans les domaines du droit des contrats publics, des marchés publics, des aides publiques et de la décentralisation.
- Apprécier et gérer les évolutions du droit public afin de les mettre en pratique au sein d'établissements publics ou privés ou de cabinets conseils,
- Connaître les principaux aspects des collectivités territoriales (structures institutionnelles, finances, contrats et marchés publics, intercommunalité, interventions économiques, questions d'actualité...).

Parcours droit public France-Amérique Latine :

Maîtrise parfaite des fondamentaux du droit public français et latino-américain particulièrement d'Amérique centrale et du Costa Rica, de façon à être apte à :

- Prendre en compte les problématiques modernes et essentielles des droits constitutionnel, administratif, communautaire et de la protection des droits fondamentaux au sein de deux continents différents, le continent américain et le continent européen,
- S'intégrer au sein d'établissements publics, privés ou de cabinets d'avocats à vocation nationale, régionale ou internationale en relation avec les différents domaines d'enseignement,
- Apprécier et gérer les évolutions du droit public afin de les mettre en pratique au sein d'établissements publics ou privés ou de cabinets conseils,
- Faire de la recherche dans ces domaines d'investigation aussi bien au plan national, régional, intercontinental qu'international,
- Faciliter la mobilité internationale, aussi bien du point de vue linguistique que du point de vue des cultures juridiques en droit public sur les deux continents que sont l'Europe et l'Amérique latine.
- Savoir identifier et gérer les conflits institutionnels, juridiques et politiques au niveau national, régional ou international et pouvoir développer des capacités de négociation et de concertation face à ces conflits.
- Générer une vision prospective transatlantique du droit public en constante évolution, d'en dominer la dimension pratique et théorique et d'en proposer une analyse critique permettant notamment d'anticiper ses développements futurs, au plan global, continental, régional ou national par l'étude des textes légaux et des jurisprudences des différentes juridictions concernées (constitutionnelles, administratives, communautaires...) et par l'analyse des contentieux existants ou passés.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Parcours droit public fondamental :

- Entreprises publiques ou privées.
- Collectivités publiques, organismes publics ou privés (établissements publics, bureaux d'études, banques, associations, sociétés d'économie mixte, entreprises publiques...).
- Fonction publique d'Etat, territoriale et hospitalière,
- Barreau
- Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel
- Secteur associatif

Parcours droit public France-Amérique latine :

- Organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, organisations humanitaires.
- Conseil juridique et assistance juridique au sein d'entreprises publiques ou privées d'Amérique Latine.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Chargé de mission territorial
- Responsable juridique d'entreprise
- Juriste/consultant en droit public
- Responsable des marchés publics

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 606 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	39 567
Jugés difficiles à recruter	28 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

oui

Composition des jurys : équipe pédagogique et professionnels

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Non

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Oui Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP

Composition des jurys : équipe pédagogique et professionnels

oui

Composition des jurys : équipe pédagogique et professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/13489/>